

**Intervention du ministre des Affaires étrangères, Nikos Dendias, à la Conférence en ligne des Donateurs pour le Yémen (01.03.2021)**

Mesdames et Messieurs,

La Grèce suit de très près la situation critique au Yémen qui est ravagé par la guerre, depuis le début des hostilités qui ont débuté il y a environ 6 ans

Nous sommes vivement inquiets du sort du peuple du Yémen.

Nous avons contribué activement aux efforts humanitaires, aussi bien à travers l'assistance nationale, qu'europpéenne.

En tant que fervents défenseurs de la paix et de la sécurité dans notre voisinage déjà fragile, nous avons par ailleurs souligné les répercussions du conflit sur la stabilité et le développement régional.

Malheureusement, la situation au Yémen demeure critique et constitue l'une des plus grandes crises humanitaires de la planète.

Elle est alimentée par l'escalade des conflits et l'effondrement de l'économie.

L'année dernière, le pays a connu des catastrophes naturelles, une épidémie de choléra et la pandémie mondiale du Covid-19.

Tout cela n'a fait qu'empirer la situation déjà difficile.

La Grèce continue d'être préoccupée par les réalités devastatrices sur le terrain.

Il est particulièrement inquiétant de constater que, depuis la moitié de l'année 2020, le Yémen a de nouveau atteint des niveaux alarmants d'insécurité alimentaire.

La famine généralisée dans le pays et les taux de malnutrition sans cesse croissants chez les enfants de moins de 5 ans, ont atteint leur niveau le plus élevé.

Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires [BCAH – OCHA], au cours des deux dernières années, la pire famine, qui aurait décimé toute une génération, a été évitée.

Toutefois, si l'on n'apporte pas une réponse adéquate aux défis imminents en mettant en œuvre des mesures immédiates, nous arriverons au point de non-retour.

Il y aura d'autres conséquences tragiques pour le peuple du Yémen.

L'Union européenne a alloué une aide humanitaire et une aide au développement de huit cent quatre-vingt-seize millions d'euros depuis le début du conflit.

Les partenaires humanitaires de l'UE continuent d'assister la population sur les fronts actifs de la guerre au nord et au sud du pays, mais ils sont souvent confrontés à des obstacles et des défis pour ce qui est de leur sécurité.

Mon pays est totalement conscient du fait que, pour éviter le pire scénario, il est impératif de :

- Augmenter l'aide économique internationale.

- Assurer aux organisations humanitaires un accès sans heurts aux personnes nécessitant une aide urgente.
- Faire face aux causes politiques et économiques de la crise.

Au regard de notre grave préoccupation concernant la situation, la Grèce est prête à s'engager, cette année aussi, à apporter une contribution symbolique sous la forme d'une aide d'urgence au peuple du Yémen.

Nous pensons que pour y parvenir, il faudra accomplir des pas en avant vers l'atteinte d'une solution politique durable qui sera le fruit d'une négociation.

Dans ce contexte, toutes attaques aux missiles ou autres visant à violer directement le droit international et à saper la stabilité dans la région devront être condamnées de manière catégorique.

Il est grand temps que ce conflit se termine.

Pour le bien du pays, de son peuple et de la région dans son ensemble.